



**ARRÊTÉ
PORTANT MISE EN DEMEURE
DE LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE AXEREAL POUR LE COMPLEXE CÉRÉALIER QU'ELLE
EXPLOITE AU LIEU DIT « LES TERRES DU CAMP » À BRIARE**

**La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6 ; L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 autorisant la Société Coopérative Agricole AGRALYS à poursuivre l'exploitation, dans le cadre de l'extension des installations de stockage de céréales, de son complexe céréalier situé sur le territoire de la commune de BRIARE, au lieu dit « Les Terres du Camp » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2014 prenant acte de la nouvelle dénomination sociale de la Société Coopérative Agricole AGRALYS, devenue la Société Coopérative Agricole AXEREAL à compter du 1^{er} septembre 2014, pour l'établissement implanté à l'adresse susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Adrien MEO, secrétaire général de la préfecture du Loiret par intérim ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 février 2023 relatif à la visite du 21 novembre 2022 ;

Vu le courrier du 12 juin 2023 de la Société Coopérative Agricole AXEREAL répondant aux constats relevés lors de la visite du site du 21 novembre 2022 par l'inspection des installations classées ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 12 mars 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement relatif à la visite d'inspection du 13 février 2024 ;

Vu le courrier du 12 avril 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations

Vu les observations formulées par la Société Coopérative Agricole AXEREAL par courrier du 13 mai 2024 et courriel du 21 août 2024 ;

Considérant que lors de la visite du 13 février 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les murs du magasin d'engrais présentent des dégradations (fissures, trous, ferrillages apparents) soumettant les engrais aux effets des intempéries et aux contacts d'amas de corps réducteur,
- le sol du bâtiment de stockage d'engrais comporte, à plusieurs endroits, des fentes et des dégradations du béton,
- la requalification périodique de l'équipement sous pression SIAP n°02599, en service et exploité, n'a pas été faite dans le délai réglementaire,

Considérant que l'exploitant est autorisé à entreposer des engrais classés ;

Considérant que lors de l'inspection, il a été constaté que le magasin d'engrais contenait des engrais classés et en particulier des ammonitrates haut dosage ;

Considérant que la prévention des pollutions des ammonitrates est un élément de base de la prévention du risque d'explosion des ammonitrates ;

Considérant que l'exploitant a transmis un devis de 222 000 euros TTC pour la réfection des murs de 8 cases du magasin engrais mais qu'il n'a transmis ni la commande suite au devis ni pris d'engagement sur le délai de réalisation des travaux ;

Considérant que l'équipement sous pression susmentionné fonctionne à 7 bars et est situé dans le silo 4 en pied d'élévateur et les risques induits en cas d'explosion pneumatique ;

Considérant que l'exploitant s'est engagé à procéder au remplacement de cet équipement mais sans en préciser l'échéance et sans s'engager à l'arrêter immédiatement dans l'attente de son remplacement, comme la réglementation l'exige ;

Considérant que les installations et équipements concernées par les écarts précités présentent des risques d'incendie, d'explosion et de pollutions des sols, des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que la Société Coopérative Agricole AXEREAL ne justifie pas de la maîtrise des risques de ses installations et de la maîtrise de leurs conséquences sur les intérêts protégés visés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la dégradation des murs et des parois du magasin d'engrais avait été constatée par l'inspection des installations classées lors de la visite du site du 21 novembre 2022 ;

Considérant que la Société Coopérative Agricole AXEREAL n'a pas effectué les travaux qu'elle s'était engagée, par courrier du 12 juin 2023, à réaliser durant l'automne 2023 ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions du Code de l'environnement, des arrêtés ministériels du 13 avril 2010 et du 20 novembre 2017 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2012 susvisés ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Société Coopérative Agricole AXEREAL de respecter les prescriptions et dispositions précitées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret

ARRETE

Article 1^{er} :

La Société Coopérative Agricole AXEREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la manufacture 45166 Olivet Cedex, pour les installations et équipements qu'elle exploite au lieu dit « Les Terres du Camp » à Briare (45250) est mise en demeure :

1) Sous 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

a) de procéder à la requalification périodique du récipient d'air sous pression SIAP n°02599 conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ;

2) Sous 2 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

a) de procéder à la réfection des parois du magasin d'engrais conformément à l'article 10.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé ;

b) de procéder à la réfection des sols du magasin d'engrais conformément à l'article 7.71 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite, dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues, selon le cas, à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à la Société Coopérative Agricole AXEREAL par voie postale. Il est publié sur le site internet de la préfecture du Loiret pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le

17 OCT. 2024

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général par intérim

Adrien Méo

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique, de l'Energie, du Climat, et de la Prévention des Risques - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

DIFFUSION :

- Société Coopérative Agricole AXEREAL
- Monsieur le Sous-Préfet de MONTARGIS
- Monsieur le Maire de BRIARE